



Conseil économique et social

Distr. limitée
25 juin 2021
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Soixante et unième session

1^{er}-25 juin 2021

Projet de rapport

Rapporteur : M. Arman **Khachatryan** (Arménie)

Additif

Questions relatives au programme : projet de budget-programme pour 2022

[Point 3 a)]

Programme 10 Commerce et développement

1. À sa soixantième et unième session, le Comité du programme et de la coordination a examiné le programme 10 (Commerce et développement) (projet de plan-programme pour 2022 et exécution du programme en 2020) [([A/76/6 \(Sect.12\)](#) and [A/76/6 \(Sect.13\)](#)]. Il était saisi d'une note du Secrétariat sur l'examen du projet de plan-programme par les organes sectoriels, techniques et régionaux ([E/AC.51/2021/9](#)).
2. Le Président a appelé l'attention du Comité sur les déclarations de la Secrétaire générale par intérim de la CNUCED et de la Directrice exécutive du Centre du commerce international, qui ont présenté le programme et répondu aux questions soulevées par le Comité lors de l'examen du programme.

Débat

3. Les délégations se sont félicitées de la présentation du programme et ont manifesté leur appui général aux projets de plan-programme de la CNUCED et du Centre du commerce international. Une délégation a fait remarquer que la CNUCED et le Centre du commerce international avaient dû réorienter certaines de leurs activités pour faciliter le relèvement après la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Les délégations ont salué le rôle important de la CNUCED et du Centre du commerce international, ainsi que l'action qu'ils menaient pour aider les pays en développement, notamment les pays africains, à participer à l'économie et au commerce mondiaux. Elles ont également salué les efforts déployés pour accorder la priorité aux besoins et aux intérêts de ces pays dans le contexte économique mondial.



4. Une délégation a exprimé sa volonté d'aider les pays en développement à s'intégrer dans l'économie mondiale et à tirer pleinement parti des débouchés commerciaux qui leur étaient offerts et a indiqué que la CNUCED avait un rôle clef à jouer à cet égard. La même délégation a estimé que la CNUCED était bien placée pour soutenir un relèvement inclusif et résilient au sortir de la pandémie et a souligné que, pour s'acquitter efficacement de cette mission, la CNUCED devait continuer de mettre l'accent sur la gestion axée sur les résultats. À cet égard, des précisions ont été demandées sur la question de savoir si la CNUCED continuerait de mener les activités prévues en se concentrant sur son avantage comparatif afin d'éviter les doubles emplois avec d'autres entités des Nations Unies.

5. En ce qui concerne le plan-programme pour 2022, qui englobe les sous-programmes 1 à 5 mis en œuvre par la CNUCED, une délégation a noté avec satisfaction qu'il était fondé sur les trois piliers du mandat de la CNUCED (recherche et analyse, assistance technique et recherche de consensus) et comprenait une description de la contribution apportée à la réalisation de certains objectifs de développement durable. La délégation a exprimé son appui général aux activités que la CNUCED proposait de mener en 2022 dans le cadre de son programme, soulignant néanmoins que ces activités pourraient faire l'objet d'ajustements, sachant qu'il n'était pas possible de prédire la fin de la pandémie de COVID-19 et ses conséquences à moyen terme sur le commerce mondial, les investissements et d'autres domaines connexes. La délégation a mis en avant un autre point important, à savoir que la période quadriennale de travail de la CNUCED serait basée sur les résultats de la quinzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui doit se tenir en octobre 2022, après la session du Comité du programme et de la coordination. À cet égard, des précisions ont été demandées sur la date à laquelle il était prévu de soumettre à l'examen des États Membres une version modifiée du programme 10, intégrant les décisions et les objectifs arrêtés lors de la quinzième session de la Conférence, ainsi que sur la procédure à suivre pour que les organes intergouvernementaux compétents de Genève et de New York puissent mener à bien cet examen.

6. Une délégation s'est félicitée que le plan-programme pour 2022 comprenne de nouveaux résultats, tels que l'élimination des obstacles au commerce, l'amélioration de la participation des pays africains aux chaînes de valeur régionales et mondiales, le soutien au relèvement et à la résilience et la promotion de l'économie numérique et de la logistique. La même délégation a recommandé que la CNUCED continue de soutenir les pays en développement à titre prioritaire lors de la mise en œuvre de son programme et de ses sous-programmes l'année suivante. Une autre délégation a dit espérer que la CNUCED, dans le cadre de ses sous-programmes, continuerait d'accorder son attention à tous les groupes de pays en développement, notamment aux pays en développement sans littoral et aux pays en transition, conformément au Maafikiano de Nairobi et aux documents finals adoptés précédemment.

7. Les délégations ont accueilli favorablement les évaluations réalisées en 2020, en particulier celles portant sur le commerce transfrontière informel au service de l'autonomisation des femmes, du développement économique et de l'intégration régionale en Afrique de l'Est et en Afrique australe et sur les politiques commerciales et agricoles en faveur des petits exploitants agricoles et de la sécurité alimentaire. Il a été dit que les évaluations présentaient un intérêt dans le cadre de l'action menée pour atteindre les objectifs de développement durable 1 et 2.

8. En ce qui concerne le résultat 3 (progrès concernant les analyses et les propositions concernant les mesures à prendre pour suivre l'évolution de la dette des pays en développement) du sous-programme 1 (Mondialisation, interdépendance et développement), une délégation a noté que la mesure des résultats pour 2022

prévoyait des mesures multilatérales d'allègement de la dette et un cadre de rééchelonnement de la dette plus équitable (tableau 12.5), dans le prolongement de la mesure des résultats pour 2021, qui prévoyait l'organisation d'une conférence internationale sur la gestion de la dette. La même délégation a demandé des précisions sur la manière dont la CNUCED prévoyait d'apporter son assistance aux pays en développement au moyen de mesures multilatérales d'allègement de la dette et d'un cadre de rééchelonnement de la dette plus équitable. Une autre délégation a noté les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les activités prévues pour 2022, telles que l'annulation des activités de formation qui étaient organisées chaque année à Wuhan (Chine) à l'intention des responsables politiques des pays en développement, l'incidence sur la participation du sous-programme aux réunions du Club de Paris et le report de la session du Groupe intergouvernemental d'experts du financement du développement (par. 12.32). Elle a demandé si ces activités et réunions avaient finalement eu lieu et comment s'était passée l'animation des réunions pendant la pandémie. La même délégation a félicité un pays pour le lancement en ligne de sa stratégie d'industrialisation et s'est réjouie que les travaux et les activités se soient poursuivis même pendant la pandémie.

9. On a appelé l'attention sur le fait que la CNUCED avait récemment cessé de traduire ses documents analytiques en russe. À cet égard, il a été souligné que diverses parties prenantes des pays de la Communauté d'États indépendants utilisaient ces documents dans le cadre de leurs travaux et de leurs recherches et qu'il était donc nécessaire de trouver des solutions pour reprendre leur traduction en russe.

10. En ce qui concerne le plan-programme du sous-programme 6 (Aspects opérationnels de la promotion du commerce et du développement des exportations), mis en œuvre par le Centre du commerce international, une délégation a pris note des résultats obtenus par le Centre en 2020 et a exprimé son appui général au plan proposé pour 2022. La même délégation a exprimé l'avis que, pour donner une image claire du travail du Centre, le sous-programme devrait inclure des informations détaillées sur les activités d'assistance technique du Centre, y compris des informations ventilées par région et par groupe. La délégation a estimé que le programme de travail du Centre pour 2022 devrait être davantage axé sur les intérêts des pays à revenu intermédiaire et des pays en transition, soulignant que pendant la pandémie, ces pays avaient fait face à un large éventail de difficultés socio-économiques, alors que l'attention de la communauté mondiale était tournée vers les besoins des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement. La délégation a également exprimé l'opinion que les pays à revenu intermédiaire et les pays en transition ne pouvaient pas compter sur un allègement de leur dette ou sur l'augmentation des flux de l'aide publique au développement et a souligné qu'en conséquence, l'aide au commerce restait l'une des rares sources de croissance leur permettant de surmonter les conséquences de la pandémie.

11. Une délégation a également exprimé son soutien au travail du Centre du commerce international et a reconnu qu'il était doté d'un mandat unique au sein du système des Nations Unies et de l'Organisation mondiale du commerce. La délégation s'est notamment félicitée de l'aptitude du Centre à mobiliser des ressources pour travailler sur un large éventail de thèmes importants, en particulier l'autonomisation économique des femmes, le commerce Sud-Sud et la mise en place de chaînes de valeur mondiales et régionales plus durables. La même délégation a noté que le Centre consacrait 55 % de ses activités d'assistance technique sur mesure aux pays les moins avancés et a demandé des précisions sur les défis particuliers que ces pays devraient surmonter pour reconstruire en mieux après la pandémie de COVID-19 et sur la manière dont le Centre envisageait d'adapter ses activités d'assistance technique à cet égard. La délégation s'est également réjouie que la Directrice exécutive soit résolue à prendre en compte les recommandations émanant des audits et des évaluations dans

l'ensemble des travaux du Centre et à développer et mettre en œuvre son programme de manière continue et efficace.

Conclusions et recommandations

12. Le Comité a salué les efforts faits par la CNUCED pour promouvoir une mondialisation plus juste, plus inclusive et plus durable, et pour instaurer un environnement économique mondial prospère, inclusif et durable.

13. Le Comité a pris note de l'action menée par l'ITC pour accroître la compétitivité internationale des micro, petites et moyennes entreprises dans les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les pays en transition économique, de manière à favoriser une croissance et un développement inclusifs et durables grâce au commerce.

14. Le Comité a encouragé les activités d'évaluation des programmes et d'auto-évaluation aux fins de la mise en œuvre efficace et efficiente des programmes de travail des organisations.

15. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale facilite la poursuite des processus d'évaluation de la CNUCED et de l'ITC, ainsi que les initiatives de gestion et de réforme de la CNUCED ayant été convenues.

16. Le Comité a pris note de la participation de la CNUCED à la réforme du système des Nations Unies pour le développement et a encouragé l'Organisation à continuer de contribuer activement au processus.

17. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale approuve le descriptif du programme 10 (Commerce et développement) du projet de budget-programme pour 2022.
